TL571

ANNEXE

-ooo-

REPONSES DE LA PRESIDENCE DES DOUZE
AUX QUESTIONS DES DEPUTES DU PARLEMENT EUROPEEN
AU COURS DE L'ANNEE 1989

-ooo-

A- Afrique (1 question)

Burundi

21 avril - question écrite de M. WILLLY KUIJPERS sur les arrestations au Burundi (Six cas d'emprisonnement et allégations de torture)
(personnes libérées le 31 Janvier 1989, graciées et réintégrées dans la fonction publique le cas échéant) ;

B- Amérique Latine (7 questions)

Brésil

1er avril - question orale de M. ALAVANOS sur la destruction du biotope de l'Amazone et du mode de vie des Indiens de la région ;

Chili

11 janvier - question orale de M. PAPOUTSIS sur la relégation illégale des syndicalistes au Chili (plusieurs cas cités) ;
13 janvier - question orale de M. EPHREMIDIS sur les arrestations au Chili (cas de quatre dirigeants du PC chilien) ;

Colombie

7 mars - question orale de M. EPHREMIDIS sur les actes de violence des organisations paramilitaires en Colombie ;

Nicaragua

7 février - question orale de M. ROBLES PIQUER sur les prisonniers politiques au Nicaragua ;
27 avril - question écrite de M. SEAN FLANAGAN sur les personnes disparues au Nicaragua (cas de deux personnes emprisonnées) ;

.../...

Paraguay

20 mars - question écrite de M. ARBELOA MURU sur des arrestations au Paraguay (deux cas de personnes emprisonnées

C- Asie (6 questions)

Chine

2 mars - question orale de M. HUTTON (blessure d'un ressortissant de la Communauté Européenne lors d'une manifestation à Lhassa) ;

Birmanie

20 juin - question écrite du Mme EWING sur la persécution des étudiants de Birmanie ;

Indonésie

20 juin - question écrite de Mme EWING sur des violations des Droits de l'Homme en Indonésie (détention et torture de M. BAMBANG NUGROHO) ;

Fidji

20 juin - question écrite de M. ARBELOA MURU sur le décret sur la sécurité intérieure à Fidji ;

Corée du Sud

20 juin - question écrite de M. FORD sur le prisonnier de conscience SOH SUNG soumis à 18 ans de détention et à la torture ;

Philippines

20 juin - question écrite de M. ARBELOA MURU sur le cas de cinq enfants assassinés ;

D- Europe (24 questions)

Bulgarie

30 mars - question orale de M. DESAMA sur les violations des droits de l'homme en Bulgarie (Assimilation forcée des minorités turque et tzigane) ;

Chypre

4 avril - question orale de M. EPHREMIDIS sur l'arrestation et le matraquage des femmes chypriotes grecques dans les territoires occupés de Chypre ;

Roumanie

3 janvier - question écrite de MM. DEPREZ et HERMAN sur les droits de l'homme en Roumanie et notamment sur la situation de Mme CORNEA ;

21 février - réunion de la sous-commission des droits de l'homme du Parlement Européen consacrée à la Roumanie : protestation roumaine auprès de l'Ambassadeur de la Présidence espagnole à Bucarest. (Le Parlement européen avait invité un membre du gouvernement roumain et quatre autres citoyens roumains à participer à cette réunion) ;

16 mars - résolution sur la Roumanie approuvée par le Parlement Européen,

30 mars - question orale de Mme EWING sur les droits de l'homme en Roumanie (répression contre 23 personnes protestant contre la systématisation) ;

31 mars - question orale de Mme EWING sur les droits de l'homme en Roumanie (référence à la systématisation et à 23 personnes persécutées) ;

4 avril - question orale de M. NEWTON DUNN sur les violations des droits de l'homme en Roumanie ;

10 mai - question orale de M. NEWTON DUNN sur la situation des droits de l'homme en Roumanie ;

Tchécoslovaquie

3 février - question orale de M. SELVA sur la répression lors des manifestations à la mémoire de Jan PALACH ;

Turquie

3 janvier - question orale de M. TZOUNIS sur les discriminations persistantes à l'encontre des ressortissants grecs en Turquie ;

8 février - question orale de M. KOLOKOTRONIS sur Amnesty International et les droits de l'homme en Turquie ;

7 mars - question orale de Sir James Scott-Hopkins sur la Turquie ;

7 mars - question orale de M. FORD sur les droits de l'homme en Turquie (cas de M. ILKER DEMIR, en prison militaire depuis le 3 avril 1984) ;

30 mars - question orale de M. FITINIS sur l'expulsion d'un membre du Parlement turc de son parti ;

30 mars - question orale de M. SELIGMAN sur le code pénal turc ;

4 avril - question orale de M. WURTZ sur un projet de loi sur la presse en Turquie ;

4 avril - question orale de M. GRIFFITHS sur le droit d'accès des parents et des avocats aux prisonniers ;

12 mai - question orale de M. MAVROS sur la question de la journaliste turque FAJMA YAZILCI, condamnée à 14 ans de détention ;

20 juin - question écrite de Mme BROOKES, M. SIMPSON, M. MORRIS, Mme EWING sur les violations des Droits de l'Homme ;

20 juin - question écrite de Mme Nicole PERY et M. SABY sur le génocide perpétré contre le peuple arménien et le Comité des historiens proposé par la France ;
21 juin - question écrite de M. SABY, de M. SUTRA DE GERMA, de M. EYRAUD, de M. BESSE, de M. COT et de M. SEEFELD sur les Droits de l'Homme en Turquie (cas Mehdi ZANA, ancien maire de DIYARBAKIR (KURDISTAN), condamné à 20 ans de prison) ;
21 juin - question écrite de Mme d'ANCONA sur la libération de MEHDI ZANA ;

URSS
31 mars - question écrite de Mme EWING sur la situation des Juifs d'Union Soviétique (cas de M. LAZAR RULYOV-KAGAN) ;

E- Moyen-Orient (2 questions)

Iran
10 janvier - question orale de M. FORD sur les exécutions massives en Iran .
27 janvier - question orale de Mme QUIN sur les prisonniers politiques en Iran (Cas de 6 Iraniens exécutés) ;

Syrie
5 mai - question orale de M. HINDLEY sur les droits de l'homme en Syrie (cas de M. MUTAZ AUTLABI et résolution du Parlement européen d'octobre 1988 sur les droits de l'homme en Syrie) ;

F- Divers

20 juin - question écrite de M. Newton DUNN sur les Pactes des Nations Unies relatifs aux Droits de l'Homme ;
20 juin - question écrite de Mme HEDY d'ANCONA sur les violences exercées sur les femmes réfugiées.

FM SEC COREU
TO ALL COREU - PRIORITY
INFO UN MISSIONS NY/GENEVA - ROUTINE

CPE/SEC 290
20-6-89 1400Z

DIFFUSION RESTREINTE
COPIES TO EC EMBASSIES

A LA DEMANDE DE LA PRESIDENCE, LE SECRETARIAT DE LA CPE TRANSMET CE QUI SUIT:

SUBJECT: WRITTEN QUESTION NO. 1966/88 BY MR. VICTOR MANUEL ARBELOA MURU (S-E) ON THE FOREIGN MINISTERS MEETING IN EUROPEAN POLITICAL COOPERATION.

---

1. LA QUESTION SUIVANTE A ETE DEPOSEE AU PARLEMENT EUROPEEN:

''CAN THE FOREIGN MINISTERS MEETING IN EUROPEAN POLITICAL COOPERATION MAKE REPRESENTATIONS TO THE PHILIPPINE GOVERNMENT TO SHED LIGHT ON THE CASE OF THE FIVE CHILDREN MURDERED IN ALTO CALOTOT, IN BONIFACIO (MISAMIS OCCIDENTAL), THE CHILDREN OF TEODORO AND DEMETRIA ANDILAB, WHO ARE CHARGED WITH SUPPORTING THE NEW PEOPLE'S ARMY? CAN THEY DO ANYTHING ABOUT THE WIDESPREAD REPRESSION CONDEMNED IN A RECENT REPORT BY AMNESTY INTERNATIONAL?''

2. LA PRESIDENCE PROPOSE DE DONNER LA REPONSE SUIVANTE:

''THE TWELVE SUPPORT ALL STEPS TOWARDS POLITICAL AND SOCIAL PROGRESS IN THE PHILIPPINES IN THE AFTERMATH OF THE DICTATORSHIP. THE CONCERN OF THE TWELVE ON HUMAN RIGHTS, AS WELL AS THEIR CONSTRUCTIVE INTEREST IN FUTURE DEVELOPMENTS IN THAT COUNTRY, ARE WELL-KNOWN TO THE PHILIPPINES GOVERNMENT. THE SPECIFIC CASE REFERRED TO BY THE HONORABLE MEMBER HAS NOT BEEN DISCUSSED IN THE FRAMEWORK OF EPC.''

3. EN L'ABSENCE DE COMMENTAIRES AVANT LE 23 JUIN CETTE REPONSE SERA CONSIDEREE COMME AGREEE.

SEC COREU

FIN DE TEXTE

YYYY

DELNBN 3500

NNNN

TO ALL COREU - PRIORITY
INFO UN MISSIONS NY/GENEVA - ROUTINE

CPE/SEC 285
20-6-89 1400Z

DIFFUSION RESTREINTE
COPIES TO EC EMBASSIES

AT THE REQUEST OF THE PRESIDENCY, THE EPC SECRETARIAT TRANSMITS THE FOLLOWING:

SUBJECT: WRITTEN QUESTIONS NO. 2668/88, 2628/88, 2577/88, 2416/88, 2191/88

1. THE FOLLOWING WRITTEN QUESTIONS HAVE BEEN TABLED IN THE EUROPEAN PARLIAMENT:

WRITTEN QUESTION NO. 2668/88 BY BEATA BROOKES (ED-GB) ON VIOLATIONS OF HUMAN RIGHTS IN TURKEY

''WHAT ACTION IS THE COUNCIL OF MINISTERS TAKING ON THE CONTINUED VIOLATION OF HUMAN RIGHTS IN TURKEY WITH PARTICULAR REFERENCE TO THE WIDE-SPREAD USE OF TORTURE AND MANY CASES OF DEATH RESULTING FROM THIS?''

WRITTEN QUESTIION NO: 2628/88 BY MR. ANTHONY SIMPSON (ED - GB) ON HUMAN RIGHTS IN TURKEY

1. ''WHAT DISCUSSIONS HAVE THE FOREIGN MINISTERS MEETING IN EUROPEAN POLITICAL COOPERATION HAD WITH THE TURKISH GOVERNMENT ABOUT THE EXISTING STATE OF HUMAN RIGHTS IN TURKEY, PARTICULARLY THE USE OF TORTURE IN PRISONS AND DETENTION CENTRES, IN THE LIGHT OF TURKEY'S APPLICATION TO ACCEDE TO THE COMMUNITY?

2. WILL THE FOREIGN MINISTERS MAKE IT PLAIN TO THE TURKISH GOVERNMENT THAT NO ACCESSION CAN TAKE PLACE UNTIL HUMAN RIGHTS ARE FULLY OBSERVED IN TURKEY?''

WRITTEN QUESTION NO. 2577/88 BY MR. DAVID MORRIS (S-GB) ON THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES

''IS THE COUNCIL AWARE OF THE LIST OF DEATHS AND DISAPPEARANCES IN TURKEY INCLUDED IN AMNESTY INTERNATIONAL'S RECENT REPORT?

WILL THE EVIDENCE IN THIS REPORT AND OTHER INFORMATION ABOUT HUMAN RIGHTS ABUSES IN TURKEY BE TAKEN FULLY INTO ACCOUNT IN CONSIDERING THE TURKISH GOVERNMENT'S APPLICATION TO JOIN THE EUROPEAN COMMUNITY?''

WRITTEN QUESTION NO. 2416/88 BY MRS. WINIFRED EWING (RDE-GB) ON HUMAN RIGHTS VIOLATIONS IN TURKEY

''IN FEBRUARY 1988 TURKEY RATIFIED THE EUROPEAN CONVENTION FOR THE PREVENTION OF TORTURE, IN AUGUST 1988 IT RATIFIED THE UN CONVENTION AGAINST TORTURE

HOWEVER, THE HUMAN RIGHTS ORGANISATION, AMNESTY INTERNATIONAL, HAS SINCE RECEIVED EVIDENCE OF PRISONERS BEING TORTURED AND MURDERED WHILE IN DETENTION.

WILL THE FOREIGN MINISTERS INVESTIGATE THE MATTER AND INFORM THE TURKISH GOVERNMENT OF THEIR CONCERN?''

WRITTEN QUESTION NO. 2191/88 BY MRS. WINIFRED EWING (RDE-GB) ON HUMAN RIGHTS IN TURKEY

---

''WHAT UP-TO-DATE INFORMATION DO THE FOREIGN MINISTERS MEETING IN POLITICAL COOPERATION HAVE ON THE SITUATION REGARDING THE PROTECTION OF HUMAN RIGHTS IN TURKEY?''

2. THE PRESIDENCY PROPOSES TO GIVE THE FOLLOWING ANSWER:

''THE TWELVE ACKNOWLEDGE THE CONSISTENT CONCERN OF MEMBERS OF THE PARLIAMENT AT THE HUMAN RIGHTS SITUATION IN TURKEY. THE TURKISH AUTHORITIES ARE FULLY AWARE OF THE IMPORTANCE ATTACHED BY THE TWELVE TO THE OBSERVANCE OF HUMAN RIGHTS AND OF THE CONCERN THAT TURKEY SHOULD LIVE UP TO THE INTERNATIONAL HUMAN RIGHTS STANDARDS TO WHICH IT HAS SUBSCRIBED.''

3. IN THE ABSENCE OF COMMENTS BEFORE 23 JUNE THIS REPLY WILL BE CONSIDERED AGREED.

FIN DE TEXTE

SEC COREU

YYYY

DELNBN 3496

NNNN

Ministerio dos Negocios Estrangeiros

Departamento da Cifra

TELEGRAMA RECEBIDO

COREU Nr. 3239

SECRETARIADO / CPE

Nr. 296

Nr. Geral 37133

| Atribuição: CPE SAM<br>C/ conh. : DSE | MTU | CIF | 21/06/89<br>18:09 | GS |
|---|---|---|---|---|

FM SEC COREU
TO ALL COREU - PRIORITY
INFO UN MISSIONS NY/GENEVA - ROUTINE

CPE/SEC 296
21-6-89 1740Z

DIFFUSION RESTREINTE
COPIES TO EC EMBASSIES

AT THE REQUEST OF THE PRESIDENCY, THE EPC SECRETARIAT TRANSMITS THE FOLLOWING:

SUBJECT: WRITTEN QUESTIONS NO. 0005/89, 2421/88

WRITTEN QUESTION NO. 0005/89, BY MR. HENRI SABY, MR. GEORGES SUTRA DE GERMA, MR. LOUIS EYRAUD, MR. JEAN BESSE, MR. JEAN-PIERRE COT (S-F), AND MR. HORST SEEFELD (S-D) ON HUMAN RIGHTS IN TURKEY

1. THE FOLLOWING WRITTEN QUESTIONS HAVE BEEN TABLED IN THE EUROPEAN PARLIAMENT:

''IN ITS RESOLUTION OF THURSDAY, 21 JANUARY 1988 THE EUROPEAN PARLIAMENT CALLED ON THE TURKISH GOVERNMENT TO MAKE A GESTURE: BY RELEASING MEHDI ZANA ON HUMANITARIAN GROUNDS.

TURKEY HAS COMPLETELY IGNORED THIS RESOLUTION ADOPTED BY THE HOUSE: IN OCTOBER 1988 MEHDI ZANA WAS SENTENCED TO 20 YEARS' IMPRISONMENT.

NOW THAT TURKEY IS SEEKING TO CULTIVATE THE BEST POSSIBLE RELATIONS WITH THE COMMUNITY, COULD NOT THE FOREIGN MINISTERS MAKE URGENT REPRESENTATIONS TO THE TURKISH GOVERNMENT IN ORDER TO DRAW ITS ATTENTION TO MEHDI ZANA'S TRAGIC FATE? COULD THEY NOT ASK THE TURKISH AUTHORITIES TO RELEASE MR. MEHDI ZANA, TAKING THE OPPORTUNITY TO POINT OUT THAT:

- THE FORMER MAYOR OF DIYARBAKIR CANNOT, IN ANY EVENT, BE CONSIDERED A SUPPORTER OF THE GUERRILLA WAR NOW RAGING IN KURDISTAN,

- THE ZANA FAMILY HAS SUFFERED CRUELLY AS A RESULT OF MEHDI ZANA'S IMPRISONMENT AND THE ARREST OF LEYLA ZANA, HIS WIFE,

- MEHDI ZANA'S CONTINUING DETENTION MAY POSE AN OBSTACLE TO TURKEY'S ACCESSION TO THE EEC?''

WRITTEN QUESTION NO: 2421/88 BY MRS. HEDY D'ANCONA (S-NL) ON RELEASE OF MEHDI ZANA, FORMER MAYOR OF DIYARBAKIR (TURKISH KURDISTAN)

---

1. ''ARE THE MINISTERS AWARE THAT MEHDI ZANA, THE FORMER MAYOR OF DIYARBAKIR, THE CAPITAL OF TURKISH KURDISTAN, WAS SENTENCED IN OCTOBER 1988 TO 20 YEARS' IMPRISONMENT? MR. ZANA, WHOSE IMMEDIATE RELEASE WAS CALLED FOR BY THE EUROPEAN PARLIAMENT IN A RESOLUTION OF 21 JANUARY, WAS ARRESTED IN SEPTEMBER 1980 AND SENTENCED BY A MILITARY TRIBUNAL TO 32 YEARS IMPRISONMENT FOR 'SEPARATIST ACTIVITIES', ALTHOUGH HE HAD NEVER ADVOCATED OR ENGAGED IN ANY FORM OF VIOLENCE. IN FEBRUARY 1987 HIS SENTENCE WAS REDUCED BY SIX YEARS IN RESPONSE TO INTERNATIONAL PRESSURE.

IN AUGUST 1987 FURTHER PROCEEDINGS WERE INSTITUTED AGAINST HIM BECAUSE HE HAD DECLARED TO JOURNALISTS THAT, DESPITE TOTURE AND MISTREATMENT IN PRISON, HE WOULD NOT RENOUNCE HIS CONVICTIONS AND WOULD CONTINUE TO SUPPORT THE STRUGGLE OF THE KURDISH PEOPLE. SINCE, AT THE NEW TRIAL, HE CHOSE TO CONDUCT HIS DEFENCE IN KURDISH, HIS MOTHER TONGUE, HE WAS EXCLUDED FROM THE PROCEEDINGS AND TAKEN TO A PRISON IN ESKISEHIR (BETWEEN ANKARA AND ISTAMBUL). AFTER HIS FINAL SENTENCE, MR. ZANA WAS THEN TRANSFERRED TO THE CEYHAND HIGH-SECURITY PRISON. MR ZANA, WHO IS NOW 48, HAS SPENT MORE THAN 11 YEARS IN CAPTIVITY AND IS IN POOR HEALTH.

2. ARE THE MINISTERS PREPARED TO MAKE REPRESENTATIONS TO THE TURKISH GOVERNMENT WITH A VIEW TO SECURING THE RELEASE OF MEHDI ANA, IN VIEW OF THE FACT THAT TURKEY IS A MEMBER OF BOTH NATO AND THE COUNCIL OF EUROPE AND HAS APPLIED FOR MEMBERSHIP OF THE EUROPEAN COMMUNITY?''

2. THE PRESIDENCY PROPOSES TO GIVE THE FOLLOWING ANSWER:

AS STATED IN REPLY TO A NUMBER OF EARLIER QUESTIONS, THE TURKISH GOVERNMENT IS FULLY AWARE THAT THE TWELVE ATTACH GREAT IMPORTANCE TO INTERNATIONALLY RECOGNISED HUMAN RIGHTS STANDARDS AND TO DIALOGUE AS THE MEANS OF OVERCOMING PERSISTENT POLITICAL DIFFERENCES. ANY ACTION BY THE TURKISH AUTHORITIES ON HUMANITARIAN GROUNDS IN THE CASE OF MEHDI ZANA, WHICH HAS DISQUIETING ASPECTS, WOULD BE WELCOME TO GOVERNMENTS OF THE TWELVE AND WOULD ENHANCE TURKEY'S INTERNATIONAL STANDING.

3. IN THE ABSENCE OF COMMENTS BEFORE 23 JUNE THIS REPLY WILL BE CONSIDERED AGREED.

SEC COREU

FIN DE TEXTE